

Introduction générale

Encore un ouvrage sur l'agriculture urbaine en Afrique subsaharienne ? Tout aurait-il été déjà dit sur cette activité, que certains considéraient naguère comme moribonde du fait de la croissance urbaine explosive dans ce continent, avant d'en reconnaître enfin les rôles majeurs (Balineau et Madariaga, 2019) ? Et pourquoi associer Madagascar ?

Ce projet d'ouvrage vient de plusieurs constats. Le premier tient en la multiplication, ces cinq dernières années, de travaux de doctorat et de postdoctorat réalisés sur des terrains africains ou malgaches par des jeunes issus de ces pays, ou de jeunes Français travaillant sur ces pays en lien avec les universités et centres de recherche locaux. Globalement, ces recherches relèvent d'une diversité de disciplines ayant une appétence avec le territoire (géographie, sociologie, économie, agronomie...). Le second constat est l'absence systématique de liens entre ces chercheurs dont le symptôme premier est souvent la méconnaissance de leurs travaux respectifs. Cela était particulièrement éloquent lors du séminaire « Nourrir les villes » organisé par l'Institut des métiers de la ville¹ en mars 2017 à Antananarivo, où étaient invités des chercheurs et des opérationnels du Burkina Faso, du Sénégal et du Togo qui se rencontraient pour la première fois. Ces rencontres initiales, mais aussi l'intérêt manifesté sans discontinuer par la capitale malgache depuis 2002 pour l'agriculture urbaine, ont conduit à cette association géographique. Enfin, un dernier point nous paraît vraiment problématique, qui porte sur la difficulté qu'ont ces jeunes chercheurs, surtout en Afrique, à faire connaître leurs travaux et à publier dans des revues reconnues. Cet ouvrage a donc pour vocation de leur donner la parole, et de donner à voir la richesse et les complémentarités de ces recherches de jeunes et futurs chercheurs sur l'agriculture urbaine.

1. Coorganisé par Christine Aubry (ayant coordonné le projet de recherche franco-malgache ADURAA puis le projet de développement AULNA, cf. encadré 1) et Carmen Zuleta Ferreira (en poste à l'Institut des métiers de la ville et coanimatrice du projet AULNA).

Cet objectif de soutien explique le rapprochement inédit de textes croisant des terrains en Afrique subsaharienne et à Madagascar (fig. 1). En pratique, un appel à contribution a été lancé en février 2021, en utilisant nos contacts directs, mais aussi des collègues d'universités, de l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (INRAE) et du Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD) ayant encadré ou encadrant des doctorants sur cette thématique. En moins de trois mois, nous avons déjà une trentaine de contributions dont peu ont été écartées, et toutes retravaillées.

Figure 1 : Les villes données à voir dans l'ouvrage.



Reprenons le fil des travaux autour de l'agriculture urbaine, ou plutôt *des* agricultures urbaines dans les pays des Suds, avant d'expliquer le parti pris de l'ouvrage. À la fin du siècle dernier, des constats ont été portés par des organisations internationales comme la Food and Agriculture Organization (FAO) ou les programmes

des Nations unies (ONU Habitat, PNUD) sur le rôle alimentaire des agricultures dans certaines villes africaines (Taylor cité dans Mougeot, 2006), notamment suite aux sécheresses au Sahel de la décennie 1980 et des politiques d'ajustement structurel, puis en réaction aux guerres qui ont ensanglanté l'Afrique des Grands Lacs (provoquant de très rapides et intenses exodes ruraux vers les villes). Ce sont ces mêmes organisations internationales qui ont alors suscité des demandes de recherche auprès d'organismes de recherche-développement internationaux comme le CIRAD en France, le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) au Canada ou le réseau international RUAf, né en 1999 aux Pays-Bas (Smit, Nasr et Ratta, 1996).

Dans ce cadre, plusieurs chercheurs de disciplines variées², et en premier lieu des géographes, se sont (ré)intéressés à cet objet, notamment en Afrique (Soulard, 2014) où s'observe une forte urbanisation, une multiplication des flux entre la ville et l'agriculture, ainsi que des politiques de décentralisation. En découle un certain nombre de rencontres comme celle de Dakar en 1999 (Smith, Moustier, Mougeot *et al.*, 2004) et la profusion de recherches situées et d'ouvrages qui ont suivi (Nasr et Padilla, 2004 ; Van Veenhuizen, 2006 ; Dubbeling, Van Veenhuizen et Zeeuw, 2010). En continuité, ces problématiques réaffirmées ont conduit dans les Nord, à la suite de quelques pionniers (Bryant, 1997 ; Donadieu, 1998 ; Fleury et Moustier, 1999), à faire émerger, avec là aussi une large place accordée à la géographie, de nombreuses recherches sur les agricultures urbaines des pays industrialisés, aux formes et fonctions assez fortement différentes de celles qu'on rencontre en Afrique ou à Madagascar.

Une difficulté à laquelle se trouvent alors confrontés les chercheurs de tous les continents est la multiplicité des définitions associées au terme d'agriculture urbaine (encadré 1), neuf d'entre elles étant d'ailleurs questionnées par Moustier et Fall (2004). Portant initialement sur des agricultures intra-urbaines de survie (FAO, 1999), ces définitions ont progressivement intégré des localisations, des formes et des fonctions plus variées, représentant mieux la diversité des systèmes de production, de relations au foncier, d'intégration dans des filières économiques parfois très dynamiques.

Encadré 1. Des définitions progressives de l'agriculture urbaine dans les pays des Suds.

* L'agriculture périurbaine, au strict sens étymologique, est celle qui se trouve à la périphérie de la ville, quelle que soit la nature de ses systèmes de production. Avec la ville, cette agriculture peut soit n'avoir que des rapports de mitoyenneté, soit entretenir des rapports fonctionnels réciproques. Dans ce dernier cas, elle devient urbaine et c'est ensemble qu'espaces cultivés et espaces bâtis participent au processus d'urbanisation et forment le territoire de la ville (Fleury et Donadieu, 1997).

2. De manière générale, les travaux portaient sur l'approvisionnement alimentaire, notamment des plus pauvres, à travers des recherches sur l'économie des filières, le foncier, la qualité des aliments, l'accès à l'eau et aux intrants.

* L'agriculture urbaine et périurbaine (AUP) se réfère aux pratiques agricoles dans les villes et autour des villes qui utilisent des ressources – terre, eau, énergie, main-d'œuvre – pouvant également servir à d'autres usages pour satisfaire les besoins de la population urbaine. L'agriculture urbaine (AU) se réfère à des petites surfaces (terrains vagues, jardins, vergers, balcons, récipients divers) utilisées en ville pour cultiver quelques plantes et élever de petits animaux et des vaches laitières en vue de la consommation du ménage ou des ventes de proximité (FAO, 1999).

* L'agriculture périurbaine – correspondant à l'agriculture urbaine selon la terminologie anglo-saxonne – est considérée comme l'agriculture localisée dans la ville et à sa périphérie, dont les produits sont destinés à la ville et pour laquelle il existe une alternative entre usage agricole et urbain non agricole des ressources ; l'alternative ouvre sur des concurrences, mais également sur des complémentarités entre ces usages : foncier bâti et foncier agricole ; eau destinée aux besoins des villes et eau d'irrigation ; travail non agricole et travail agricole ; déchets ménagers et industriels et intrants agricoles ; coexistence en ville d'une multiplicité de savoir-faire due à des migrations, cohabitations d'activités agricoles et urbaines génératrices d'externalités négatives (vols, nuisances) et positives (espaces verts) (Moustier et Mbaye, 2000).

* Urban Agriculture is an industry located within (intra-urban) or in the fringe (peri-urban) of a town, a city or a metropolis, which grows and raises, processes and distributes a diversity of food and non-food products, (re)-using largely human and material resources, products and services found in and around that urban area and in turn supplying human and material resources, products and services largely to that urban area (Mougeot, 2000).

* The growing of plants and the raising of animals for *food and other uses* within and around cities and towns, and related activities such as *the production and delivery of inputs*, and *the processing and marketing of products*. Urban Agriculture is located within or on the fringe of a city and comprises a *variety of production systems*, ranging from *subsistence production* and processing at household level to *fully commercialised agriculture* (Van Veenhuizen, 2006).

Dans la suite de l'ouvrage, nous retenons les définitions de Mbaye et Moustier (2000) et de Mougeot (2000) qui mettent en exergue l'intra-urbain et le périurbain. Ceci est d'autant plus essentiel que, progressivement, les travaux vont plutôt porter sur les systèmes alimentaires urbains, avec le concept de City Region Food Systems porté par le RUAF dès les années 2010.

Depuis un quart de siècle donc, l'Afrique, en particulier l'Afrique subsaharienne et Madagascar (encadré 2), a, plus peut-être que d'autres régions du monde en développement, fait l'objet de nombreux travaux sur les agricultures urbaines, tout en se renouvelant.

Encadré 2 : Des recherches en continu depuis 2002 sur les agricultures urbaines à Madagascar.

* 2002-2009 : Programme de recherche MAA (multifonctionnalité de l'agriculture à Antananarivo) (2002-2003) qui devient ADURAA, Analyse de la durabilité de l'agriculture à Antananarivo (programme CORUS ministère des Affaires étrangères) de 2003 à 2009. Il associe l'INRA, le CIRAD au FOFIFA (organisme de recherche agronomique

de Madagascar) à l'université d'Antananarivo et à l'École supérieure des sciences agronomiques ESSA. Il est fortement soutenu par la commune urbaine d'Antananarivo. Trois thèses de doctorat, près de 20 mémoires d'étudiants malgaches, 5 publications internationales, 3 ateliers multiacteurs.

* QUALISANN (Qualité sanitaire et nutritionnelle du cresson et autres légumes-feuilles approvisionnant Antananarivo) (2008-2010) est un deuxième projet CORUS qui rassemble le CIRAD, l'IRD et l'université d'Antananarivo. Il donne lieu à une thèse, trois articles et cinq communications dans des colloques internationaux.

* 2011-2017 : projet de développement AULNA (agriculture urbaine Low Space No Space) mené sous l'égide de l'Institut des métiers de la ville (IMV) et de la commune urbaine d'Antananarivo (CUA), avec le financement de la Région Île-de-France et de la CUA. Il est appuyé par l'INRAE et le RUAF. Il compte à sa fin en 2018 plus de 15 000 bénéficiaires de dispositifs d'autonomisation alimentaire. C'est dans le cadre de ce programme que s'est tenu le séminaire international « Nourrir les villes » en mars 2017, et il vaudra à Antananarivo une distinction dans le cadre des villes signataires du pacte de Milan.

* 2017-2020 : projet de recherche LÉGENDE (Maintenir les terres agricoles des villes au nom de la sécurité alimentaire : une légende urbaine ? Cas d'Antananarivo – Madagascar) piloté par le CIRAD et l'INRAE. Il donne lieu à une thèse et à plusieurs articles dont certains encore en cours.

Notons que ces recherches ont aussi accompagné l'émergence de programmes institutionnels comme le programme ASA de soutien aux filières de production périurbaines soutenus par l'Union européenne (2015-2018).

Au-delà de leur dimension nourricière qui perdure voire s'accroît, le rôle alimentaire des agricultures urbaines est conditionné à certaines contraintes, relevant en particulier de (co)constructions plus ou moins fortes avec la ville. Si, majoritairement, les agricultures urbaines sont encore vues par les faiseurs de la ville dans les Suds comme un phénomène marginal, pratiqué de façon temporaire par des citoyens précaires en attente de l'urbanisation, on voit de plus en plus émerger de nouveaux enjeux, sources de potentialités renouvelées. Ainsi, des circuits marchands se développent (Dubbeling, Van Veenhuizen et Zeeuw, 2010), notamment en produits frais (légumes, fruits, volailles, œufs, lait), et les attentes des consommateurs en termes d'accès à une alimentation de qualité et de proximité revalorisent certains espaces, même dans de petites ou moyennes villes. D'autres fonctions (protection contre les inondations, absorption de déchets organiques urbains, soutien à l'emploi local, etc.) s'affirment aussi (Aubry, Dabat, Ramamonjisoa *et al.*, 2012). Pour autant, ces agricultures urbaines subissent des tensions extrêmement vives, qui expliquent pour partie leur intérêt pour la recherche et les acteurs de terrain. Les expansions urbaines très rapides (croissance démographique, exodes ruraux, migrations), très largement supérieures à ce que nous connaissons dans les pays industrialisés, conjuguées à des planifications urbaines balbutiantes, voire inexistantes, font que les espaces urbains et périurbains sont fortement soumis à une concurrence d'usage. Mais la

nécessité impérieuse d'approvisionner la ville en produits frais, difficilement accessibles autrement que par une production très locale, s'accroît avec la hausse de la population urbaine. Face à cette dialectique, l'agriculture urbaine de fait résiste souvent, voire augmente son emprise, en s'adaptant aux espaces et/ou en conquérant de nouveaux, en modifiant ses productions (croissance explosive du maraîchage, de l'aviculture) et/ou ses manières de produire, en valorisant des ressources de la ville, comme les déchets organiques urbains, les eaux usées : ceci ne va pas d'ailleurs sans risques sanitaires, perçus plus ou moins directement par les populations, et servant parfois de « prétexte » aux autorités pour mieux, et surtout plus, urbaniser. Cette adaptation est aujourd'hui compliquée par l'irruption depuis déjà plusieurs années, du changement climatique et d'une de ses conséquences majeures, la raréfaction (au moins à certaines périodes de l'année) des ressources en eau. Il est frappant de noter qu'à des degrés évidemment divers, ce phénomène touche toutes les strates climatiques de l'Afrique subsaharienne.

Ces phénomènes, ces stratégies, ces adaptations vont être abordés dans les cinq parties de l'ouvrage, dans lesquelles on retrouve en filigrane le rôle des politiques. Ce rôle prépondérant (même si cela dénote son absence *in fine* !) explique le choix du plan et le parti pris de débiter par les modalités politiques autour de ces agricultures urbaines. On propose ainsi cinq parties.

Dans la Partie I (Protéger ? Quels projets politiques autour de l'agriculture urbaine ?), les auteurs témoignent de la diversité et, souvent, de l'ambiguïté, parfois des incohérences dans les politiques publiques influant directement ou souvent indirectement l'agriculture dans la ville ou à ses abords. La Partie II (S'accommoder ? Quels espaces agricoles face à des enjeux d'aménagement ?) montre par quels arrangements entre acteurs, formels ou, le plus souvent, informels, l'agriculture urbaine parvient, avec des succès variables, à se maintenir (voire parfois à se développer) malgré des urbanisations rapides et souvent mal contrôlées. La Partie III (Produire ? Quelles fonctions et pratiques pour les agricultures urbaines ?) met en exergue le poids prépondérant, quel que soit le contexte géographique, de la fonction alimentaire dans cette agriculture par la production et la vente de produits frais (de culture et d'élevage), alors même qu'elle remplit aussi d'autres fonctions, et là aussi partout. En particulier, la Partie IV (S'adapter ? Quelle résilience des et par les agricultures urbaines ?) souligne à la fois ses rôles systématiques dans la valorisation des déchets organiques urbains et les difficultés nouvelles qu'elle rencontre face au changement climatique, notamment pour l'accès à la ressource en eau. Enfin la Partie V (Nourrir ? Quelle alimentation pour quelle agriculture urbaine ?) approfondit le rôle quantitatif de l'approvisionnement alimentaire permis par l'agriculture urbaine dans différents contextes, mais souligne aussi la difficulté actuelle à surmonter certains risques sanitaires liés aux pratiques agricoles (déchets urbains, eaux usées, produits phytosanitaires).

Cet ouvrage n'épuise pas tous les possibles en termes d'analyse. Par exemple, il manque des propos sur la perception qu'ont les communautés agricoles et non agricoles de pratiques qui varient fortement d'un lieu à l'autre et dans le temps, alors que

la préférence pour certaines spéculations, l'acceptabilité de certains systèmes de production, le seuil de tolérance des habitants face à certains impacts environnementaux, les processus de résolution de conflits, la réglementation elle-même sont grandement influencés par l'appartenance culturelle des exploitants, de leur voisinage, de la ville ou du pays en général (Smith, Moustier, Mougeot *et al.*, 2004, p. 17).

De même, certains pays d'Afrique subsaharienne francophone sont absents, soit parce que le sujet n'a pas été abordé par de jeunes chercheurs récemment, soit par refus ou impossibilité de participation à l'ouvrage.

Mais rappelons-le, l'objectif est ailleurs. Nous avons choisi de favoriser l'expression de chacun de ces jeunes chercheurs, en espérant qu'une étape suivante pourra consister à les mettre en relation physique les uns avec les autres (pourquoi pas à l'occasion d'un séminaire suivant la parution de cet ouvrage ?) afin qu'ils constituent, s'ils le souhaitent, un réseau scientifique plus pérenne dont l'Afrique subsaharienne et Madagascar auraient grand besoin.